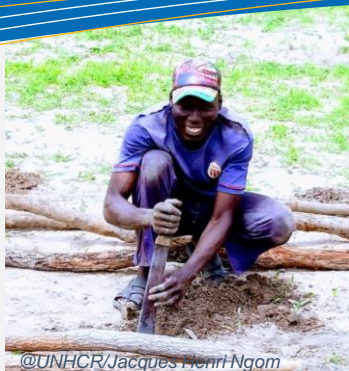


FAITS SAILLANTS

- La stratégie de réponse contre la COVID-19 continue à privilégier la décentralisation des activités. Le dépistage est désormais possible en régions grâce au soutien de la communauté internationale. Les acteurs humanitaires accompagnent également la réouverture des écoles suite à leur fermeture en mars.
- Les civils continuent de payer le prix de l'insécurité persistante, notamment dans l'ouest de la Centrafrique où plus de 8 000 personnes ont été poussées à se déplacer de Kouï dans la Préfecture de l'Ouham Pendé.



@UNHCR/Jacques Henri Ngom

- P. 1 [Relocalisation au nouveau site de PDI à Birao](#)
- P. 3 [La situation humanitaire demeure difficile dans l'ouest](#)
- P. 4 [Retours partiels dans un climat d'incertitude à Ndélé](#)
- P. 5 [Mise à jour sur la réponse COVID-19](#)
- P. 7 [Portrait d'une ONG locale: Le Samaritain](#)
- P. 8 [Success Story: Réunir des familles](#)
- P. 9 [La voix du Pangolin](#)
- P. 10 [En bref](#)
- P. 11 [Le saviez-vous ?](#)

CHIFFRES CLEFS

de personnes déplacées 658 998

de réfugiés centrafricains 623,909

Population ayant besoin d'une aide humanitaire dont 1,7 million sévère 2,6 M

Population touchée par l'insécurité alimentaire 2,3 M

COVID-19
Au 8 août 2020

Nombre de cas 4 641

Cas guéris 1 721

Décès 60

Source : Ministère de la Santé et de la Population

FINANCEMENT

553,6 millions \$

requis pour le plan de réponse humanitaire en 2020

196,4 millions \$

ont déjà été mobilisés, soit 35,5% des fonds. OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre dans la transparence le taux de financement du plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.

« Bienvenue » on entend dire en traversant le nouveau site de personnes déplacées à Birao

Depuis août 2019, la Préfecture de la Vakaga dans l'extrême nord de la Centrafrique connaît de multiples affrontements entre des groupes armés. La dernière recrudescence de violences a eu lieu en février 2020 à Birao et a causé d'importantes pertes en vies humaines et de nombreux blessés. Fuyant les combats, plus de 24 000 femmes, hommes et enfants ont trouvé refuge dans quatre sites à Birao dont le plus grand à l'entrée de la base de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) regroupait plus de 10 000 personnes au plus haut de la crise en février. Depuis lors, un calme précaire règne dans la ville et ses environs mais la population déplacée s'est retrouvée dans des conditions critiques, sans abris et accès à l'eau potable et manquant d'articles ménagers essentiels. Bien plus, ce site se trouvait dans une zone inondable et l'espace était très limité pour accueillir dignement les personnes déplacées. Et lors des affrontements entre les groupes armés et la MINUSCA, la position du site exposait les déplacés à d'éventuels effets collatéraux. Pour ces raisons, des négociations ont été entamées en fin 2019 entre les autorités et les partenaires humanitaires, notamment OCHA et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), dans l'optique de relocaliser les personnes déplacées sur un nouveau site sécurisé, avec un minimum de commodité et respectant les standards de protection et de gestion de site. Pour ce faire, les autorités locales ont octroyé un terrain de 87 000 m².

Au 24 juillet 2020, 670 familles comptant environ 3 500 personnes ont finalement été relocalisées par INTERSOS, ACTED et le HCR sur ce nouveau site qui affichait un taux de réalisation de 95%. Ces familles ont reçu des kits abri ainsi que des biens non alimentaires de ces mêmes acteurs pour faciliter leur installation. Le dernier bilan de fin juillet relève la présence de 150 familles supplémentaires représentant 700 personnes, réparties entre trois autres sites de la ville de Birao (site dit chinois, de l'aérodrome et de l'hôpital). Au total, il reste 4 166 personnes déplacées à Birao soit 817 familles. D'autres personnes qui habitaient des sites spontanés sont retournées ou ont été relocalisées.



@MINUSCA. Vue aérienne du nouveau site de personnes déplacées à Birao, Préfecture de la Vakaga.

Avant que cette relocalisation se concrétise, plusieurs efforts étaient nécessaires. Sous la coordination de OCHA et la houlette du HCR, un véritable travail d'équipe impliquant différents partenaires a rendu le nouveau site opérationnel. Pour assurer la sécurité du site, le HCR et la MINUSCA ont installé 15 lampes solaires d'éclairage publique et quatre postes de sécurité qui sont désormais occupés par des casques bleus de la MINUSCA. L'ONG Afrique Secours Assistance (ASA) assure le monitoring de protection sur le site et si nécessaire, procède au référencement des victimes de violence basée sur le genre. Une clinique avec des intrants installée par l'ONG International Medical Corps (IMC) a ouvert ses portes en mai. Grâce à la mise à disposition d'un forage d'eau par l'ONG Triangle Génération Humanitaire (TGH), une citerne et six rampes d'alimentation assurent la fourniture de l'eau potable. Lors de la relocalisation, TGH a également construit 120 latrines, 100 douches, trois espaces de lavage de mains et une buanderie de quatre blocs et ACTED a assuré la collecte de déchet. En plus, l'ONG All for Peace And Dignity (APADE) a construit 25 douches supplémentaires. Un espace ami d'enfants a été mis en place par l'ONG War Child pour la protection des enfants à travers des activités ludiques et éducatives. 24 Espaces temporaires d'apprentissage et de la protection de l'enfant (ETAPE) ont été construites par TGH et INTERSOS. Le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'ONG COOPI ont effectué quatre distributions avec plus de 100 tonnes de vivres depuis décembre 2019. Au moment de la publication de ce bulletin, les travaux de drainage



@ACTED/Ysaline Carlier. Les personnes déplacées vivaient dans des conditions précaires avant leur relocalisation.

et la parcellisation pour des abris supplémentaires sont en cours de finalisation. En parallèle, le HCR, INTERSOS et ACTED ont sensibilisé les personnes déplacées au processus de la relocalisation au nouveau site, qui a finalement débutée le 22 juin, ainsi qu'au principe de la cohésion sociale.

Plusieurs défis mais avec des leçons apprises

Etant donné l'ampleur de l'aménagement du nouveau site et de la relocalisation, ce projet a bien entendu connu des défis. Etant donné que le déplacement des populations était notamment causé par des conflits intercommunautaires, il convenait de réfléchir au meilleur moyen de relocaliser et installer les personnes déplacées tout en minimisant les risques de tensions. Des activités favorisant la cohésion sociale sont réalisées en continue avec les différentes communautés. Sur le plan sécuritaire, la présence d'un obus a causé trois mois de retard dans le lancement effectif du processus, le temps que la reconnaissance technique soit effectuée. Et bien que la coordination, relocalisation et gestion du site soient en grande partie soutenues par le Fonds humanitaire de la République centrafricaine (RCA) avec un financement de 600 000 dollars américains, les exigences en termes de travaux ont mis en exergue des lacunes de financement qui ont néanmoins pu être rattrapées grâce à des apports supplémentaires du HCR et d'autres partenaires pour l'aménagement du site, notamment en termes de sécurisation, de drainage et de revêtement des voies de circulation.

Les défis posés par la relocalisation ont permis de mettre en exergue des bonnes pratiques potentiellement utiles pour des processus du même type ailleurs en Centrafrique. Dans un contexte où les ressources techniques et logistiques des humanitaires sont limitées, il est capital d'avoir sur le terrain un partenaire qui puisse appuyer efficacement les humanitaires. Vu l'ampleur des travaux qui exigeaient l'usage de grosses machines, l'appui des ingénieurs de la MINUSCA s'est avéré essentiel pour la réussite de l'aménagement du terrain et peut être cité comme un exemple de bonnes pratiques de collaboration civilo-militaire.

En outre, la capacité des acteurs à planifier, à anticiper les difficultés et à s'adapter aux contraintes a été déterminante pour le succès de l'opération. La relocalisation a été reportée plusieurs fois en raison de l'absence de certains éléments indispensables comme la sécurité. Lorsque ces conditions ont été remplies à environ 80%, la relocalisation a pu être lancée. Une certaine agilité était aussi requise dans la disponibilisation des ressources. En raison des multiples reports de la relocalisation pour les raisons ci-haut évoquées, une main-d'œuvre importante a été requise, et des réajustements budgétaires ont été souvent consentis par le HCR, ACTED, INTERSOS et TGH pour répondre efficacement aux besoins. Impliquer les personnes déplacées à la totalité du processus de relocalisation a été un des éléments clés de la réussite dudit processus. De nombreuses réunions et visites du nouveau site ont été organisées afin de les informer, de répondre à leurs appréhensions, de récolter leurs contributions sur le processus et d'ajuster si nécessaire les activités de manière à satisfaire leurs attentes. « Bienvenue sur ce site sûr et digne » peut-on entendre en traversant le nouveau site.

La situation humanitaire demeure difficile dans l'ouest de la Centrafrique

La situation à l'ouest de la République centrafricaine, notamment dans les Préfectures de l'Ouham Pendé, la Nana-Mambéré et la Mambéré-Kadéï, est caractérisée par une instabilité continue. Depuis 2019, la situation s'est encore dégradée, marquée par l'extension de l'influence des groupes armés sur l'ensemble de l'ouest du pays, une augmentation des cas de braquage et d'exactions sur les civils et des hostilités affichées contre le gouvernement.

Ceux qui en payent le prix sont particulièrement les populations civiles. Selon une évaluation multisectorielle menée par l'ONG Action contre la faim (ACF) du 4 au 9 juillet 2020 dans le cadre du Mécanisme de réponse rapide (UNICEF/RRM), plus de 8 000 personnes ont fui la région de Kouï, située à 20 km à l'ouest de Bocaranga, vers Bocaranga-centre et le village Makounziwali/Bokaya au sud de Bocaranga dans la Préfecture de l'Ouham Pendé. En outre, il y avait un afflux vers les villages de Koundé et Dongbayeke dans la Préfecture de la Nana-Mambéré depuis mai 2020. Et dans la Préfecture de la Mambéré-Kadéï, environ 4 000 personnes continuent d'effectuer des mouvements pendulaires préventifs qui les amènent parfois à travers la frontière avec le Cameroun.

Quant à l'accès humanitaire, la possibilité d'évaluer les besoins de la population et de fournir une assistance humanitaire est fortement impactée par l'insécurité et aggravée encore par la présence de mines anti-char qui ont été découvertes dans les localités situées au nord de la route MSR1 en juillet. Les localités de Besson, Niem, Yéléwa, Kouï et les villages environnants dans les Préfectures de la Nana-Mambéré et de l'Ouham Pendé risquent de se retrouver enclavés pendant une période prolongée.

La population qui est majoritairement agricole a abandonné ses champs en pleine saison culturale avec comme corollaire une crise alimentaire qui risque d'empirer dans les prochains mois. En plus, le PAM et ses partenaires n'arrivent pas à atteindre 20 000 personnes vulnérables précédemment assistées en vivres, à cause de l'insécurité.

Les familles qui accueillent des personnes déplacées connaissent une promiscuité et une forte pression sur la disponibilité d'articles non alimentaires. La situation sanitaire est encore aggravée par la saison des pluies, qui expose les personnes sans abris aux risques de différentes maladies.

Les besoins en eau ont été rapportés par les autorités locales ainsi que par les évaluations multisectorielles menées en juillet par ACF/RRM à Bocaranga-centre, Makounziwali et Mbartoua. La disponibilité des latrines et douches familiales connaît également une forte pression d'utilisation, ce qui induit une défécation à l'air libre, surtout pour les déplacés en brousse, voire dans certains villages d'accueil, impliquant des risques importants pour la santé et la sécurité.

La réouverture des classes, suite à leur suspension fin mars dans le cadre de la prévention contre la pandémie de la COVID-19, risque de connaître un retard préjudiciable pour les enfants qui devraient composer leurs examens de fin d'année. L'insécurité risque d'empêcher certains enseignants et élèves de regagner leurs établissements comme à Kouï, Besson, Niem, Yéléwa et d'autres localités. Aussi, la reprise des classes sera difficile dans certains établissements qui pourraient être occupés par les groupes armés ou situés à proximité de leurs positions comme à Markounda dans la Préfecture de l'Ouham au nord-ouest du pays.

Suite à une autre évaluation multisectorielle menée par ACF/RRM en juillet 2020, l'ONG a apporté une réponse en biens non alimentaires pour 1 371 ménages déplacés soit plus de 7 000 personnes à Bocaranga-centre, Makounziwali et Koundé respectivement dans l'Ouham-Péndé et la Nana-Mambéré. Chaque ménage a reçu six savons de 200 grammes, deux nattes, deux bidons, un seau de 14 litres, deux couvertures, un kit de cuisine, deux moustiquaires, une bâche plastique et un kit d'hygiène intime. Le PAM en partenariat avec l'Association des femmes rurales de Batangafo pour le développement (AFRBD) prévoit une distribution des vivres en août pour environ 8 000 personnes déplacées à Bocaranga et Makounziwali. ACF/RRM s'est également positionnée pour une assistance alimentaire à 223 ménages ciblés à Koundé. A Markounda, l'ONG World Vision a distribué des vivres à 2 000 ménages à la fin juillet. L'ONG Danish Refugee Council (DRC) a entamé la réhabilitation de quatre forages dans les quartiers d'accueil des déplacés à Bocaranga pour assurer l'accès à l'eau potable et renforcé le monitoring de protection dans la zone. Les ONG Mentor Initiative et Médecins sans frontières (MSF) continuent la prise en charge médicale sur les axes Bocaranga-Kouï, Bocaranga-Ngaoundaye et Bocaranga-Paoua.

Toutefois, l'insécurité et les opérations militaires en cours empêchent encore l'accès aux zones enclavées où les besoins sont les plus aigus. OCHA assure le dialogue continu avec les autorités locales et d'autres partenaires en vue de garantir un accès sans entrave aux populations dans le besoin d'assistance humanitaire.

Retours partiels des populations déplacées de Ndélé dans un climat d'incertitude

Quatre mois après des tensions entre deux factions d'un groupe armé à Ndélé dans le nord de la Centrafrique ayant causé la mort d'une trentaine de civils et le déplacement d'environ 27 000 personnes, une partie des récents déplacés a dû quitter les sites et certains d'eux ont commencé à retourner chez eux. Ce mouvement a été favorisé par une relative accalmie, impulsée notamment par un processus de dialogue intercommunautaire, le déploiement des éléments des Forces armées centrafricaines, et le renforcement de la présence des Forces de la MINUSCA. En juillet, on estime qu'environ 5 000 personnes demeurent toujours en déplacement notamment sur le site de la MINUSCA, à Bamingui et le long de l'axe Ngarba, notamment dans les villages Aliou et Lemena à l'ouest de Ndélé.

Les PDI depuis mars vivent dans un climat de méfiance et de peur. Une des communautés ne peut se déplacer librement vers la ville de Ndélé, mettant à mal notamment l'accès aux champs, le système de référencement des structures médicales, ainsi que la reprise des cours pour les classes terminales récemment annoncée par le gouvernement suite à leur fermeture dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Des menaces verbales d'une des communautés envers l'autre ont également été enregistrées dans la ville. Selon les autorités, le processus de réconciliation et de dialogue en cours, appuyé notamment par la MINUSCA, devrait permettre le retour effectif du reste des déplacés, ainsi qu'une assistance en semences et autres moyens de subsistance.

Le 22 juillet, OCHA a conduit à Ndélé une mission inter-agence composée de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), du PAM, Première Urgence Internationale (PU-I), le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), Solidarités International, le Service chargé de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO), All for Peace and Dignity (APAD), War Child, NDA, INTERSOS et le Cluster Protection. L'objectif de cette mission était notamment de s'assurer que l'aide humanitaire fournie en réponse à la crise parvienne impartialement aux communautés en besoin, et d'évaluer la situation de l'accès humanitaire à Ndélé et sur les axes.



@OCHA/Maxime Nama. Rencontre avec les personnes déplacées du site MINUSCA à Ndélé, Préfecture de la Bamingui-Bangoran.

Outres les constats évoqués par rapport à la dynamique de ces retours partiels, la mission a fait état, entre autres, de la nécessité d'intensifier le processus de réconciliation intercommunautaire et de relancer le système d'approvisionnement en médicaments pour les structures sanitaires des axes autour de Ndélé. Les déplacés en familles d'accueil dans les villages Aliou et Lemena nécessitent en outre une assistance en abris d'urgence et articles ménagers essentiels. La relative accalmie constatée a également entraîné un retour progressif des organisations humanitaires qui avaient dû suspendre leur présence et activités dans la ville suite à l'insécurité et aux incidents multiples contre leur personnel et leurs biens.

Mise à jour sur la réponse COVID-19

Jusqu'au 8 août 2020, la Centrafrique a enregistré 4 641 cas de COVID-19 dont 60 décès depuis la notification du premier cas le 14 mars 2020. L'épidémie de COVID-19 est passée à une phase de transmission communautaire depuis mi-juin et touche désormais toutes les sept régions sanitaires dans le pays. La stratégie de réponse s'est adaptée à ce développement en privilégiant la décentralisation des activités de riposte au niveau des districts sanitaires. Le dépistage est désormais possible en régions grâce à la mise à disposition par le Fonds mondial de cartouches GeneXpert adaptées aux tests virologiques COVID-19 à Bouar, Berberati, Bambari et Bangassou. Les formations des laborantins ont eu lieu dans ces localités avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Avec le soutien de la communauté humanitaire, sept centres d'isolement et de traitement des patients COVID-19 ont été rendu fonctionnels dans les 17 localités initialement priorisées pour la décentralisation, plus précisément à Bambari, Bria, Bouar, Paoua, Bimbo, Berberati et Bossangoa. La réponse humanitaire est également en marche dans des districts sanitaires non inclus dans la liste des priorités initiale suite à l'évolution de l'épidémie, tels que Bangassou, Ngaoundaye, Bocaranga-Koui, Begoua ou Batangafo. Dans le district sanitaire de Begoua par exemple, Médecins du Monde (MDM) a construit des espaces d'isolement et de triage dans cinq centres de santé et collabore avec Humanité et Inclusion (HI) pour former des agents de santé en soutien psychologique et santé mentale. Par ailleurs, l'OMS a doté le Ministère de la santé et de la population de 26 concentrateurs d'oxygène financés par le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF) et la Banque mondiale.

Des partenariats innovants ont vu le jour pour assurer une réponse multisectorielle inclusive qui protège les personnes les plus vulnérables à l'épidémie. Fin juillet, MSF et le PAM ont ainsi signé un partenariat pour assister en vives les personnes vivants avec le VIH/SIDA à Paoua. 249 patients et leurs familles bénéficient de ce programme, soit 1 245 personnes. A Bouar et Baboua, le PAM et son partenaire World Vision ont également modifié leurs critères de ciblage pour fournir un appui alimentaire aux personnes impactées par la COVID-19 ou des pathologies chroniques.

Surveillance à base communautaire

Dans la stratégie de décentralisation de la réponse COVID-19, le Ministère de la santé et de la population a introduit une stratégie de surveillance à base communautaire. Cette stratégie vise à renforcer la participation communautaire dans les activités de riposte, à suivre les tendances épidémiologiques dans les communautés et à mieux orienter les interventions de la riposte.

Un projet pilote de surveillance à base communautaire a été mis en œuvre dans le 3^{ème} arrondissement de Bangui à partir de juillet 2020 en partenariat avec la Croix-Rouge centrafricaine et la Direction générale de la protection civile. Les équipes de surveillance à base communautaire sont formées à travailler sur la sensibilisation aux mesures de prévention à la COVID-19, détecter et notifier des cas suspects et les décès au sein des communautés, suivre des cas simples et modérés, référer des cas graves et suivre des contacts des personnes infectées. La mise en place de la surveillance à base communautaire dans le reste du pays se basera sur le système administratif et sanitaire existant. Les partenaires humanitaires seront impliqués dans la mise en place de cette stratégie à travers les réseaux des relais communautaires qu'ils soutiennent.

Formation des coordinateurs médicaux organisée par le Cluster Santé

Du 15 au 17 juillet 2020, la coordination du Cluster Santé a organisé une formation sur la réponse à l'épidémie de COVID-19 en situation d'urgence aux partenaires santé et nutrition. 25 coordinateurs médicaux de différentes ONG ont participé à cette formation. Elle comprenait des sessions théoriques et pratiques sur la surveillance, l'investigation des cas, le suivi de contacts, la prise en charge médicale, la prévention et contrôle de l'infection, la prise en charge nutritionnelle et l'intervention de soutien psychologique dans le contexte COVID-19, ainsi que la sensibilisation.



© OCHA/Yiran Lin. Formation sur la réponse à la COVID-19 avec une séance pratique de prélèvement naso-pharyngé.

Les mesures accompagnant la réouverture des écoles

Dans le cadre de la prévention et la lutte contre la COVID-19, l'année scolaire 2019-2020 a été suspendue le 27 mars 2020. Considérant l'évolution de l'épidémie dans le pays et la nécessité de mitiger les impacts négatifs de la fermeture des écoles, une stratégie de réouverture progressive a été décidée. La réouverture des classes d'examen a eu lieu le 15 juillet 2020 dans les zones les moins touchées par l'épidémie, précédant la réouverture de toutes les classes, prévue le 12 août. La réouverture des classes d'examen a eu lieu le 29 juillet dans les zones les plus touchées comme à Bangui et dans les Préfectures Ombella M'Poko, Lobaye, Nana-Mambéré, Mambéré-Kadéï et Sangha-Mbaéré; les autres classes attendront le 26 août.

Afin d'accompagner la réouverture des écoles, des procédures standard de prévention et de contrôle de l'infection dans les écoles ont été développées par les membres du Cluster Education en collaboration avec le Cluster Eau, Hygiène et Assainissement. Les mesures principales incluent l'installation de dispositifs de lave-mains, la désinfection des salles de classe ou encore la mise en place des mesures de barrières. Au 1^{er} août, 442 dispositifs de lavage de mains ont déjà été installés dans les écoles en province pour faciliter cette réouverture en toute sécurité.

Intégrée dans les activités de lutte contre l'épidémie de COVID-19, les ONG Concern Worldwide, Norwegian Refugee Council (NRC) et Lutheran World Federation (LWF) ont mis en place des activités pour préparer la réouverture des écoles dans les préfectures les plus touchées par l'épidémie fin juillet. De plus, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance

(UNICEF) a pré-positionné des kits de lavage des mains à Bossangoa et à Bambari afin d'accompagner la réouverture des établissements scolaires dans ces zones respectives.

Portrait d'une ONG locale: Le Samaritain

La Préfecture de la Nana-Mambéré à l'ouest de la République centrafricaine fait partie des régions les plus touchées par les conflits armés en 2018 et 2019. L'insécurité persistante a entraîné la baisse de la production agricole, ayant des impacts négatifs sur l'économie des ménages qui dépendent de revenus agricoles à 90%. Grâce à un appui financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'association Le Samaritain a aidé 650 familles vulnérables dans la ville de Bouar et la commune de Niem Yéléwa à améliorer leur résilience à travers une distribution d'outils aratoires et des semences ainsi que des transferts de cash. Plus de 3 250 membres de ces familles ont bénéficié de cet appui.

Les bénéficiaires ont été choisis suivant leur degré de vulnérabilité en priorisant les personnes déplacées ayant accès à la terre, les cultivateurs qui ont perdu leurs réserves, les familles d'accueil, les personnes vivant avec le VIH/SIDA et les femmes chefs de ménage. Ceci en rapport avec l'objectif du projet qui vise à renforcer la capacité de production des ménages les plus vulnérables.



@Le Samaritain. Séance pratique de la fabrication artisanale du savon à Niem Yéléwa, Préfecture de la Nana-Mambéré.

Après avoir participé à une formation sur les techniques culturales qui s'est déroulée pendant une semaine en juin 2019, les 400 ménages dans la commune de Niem ont produit sur 200 hectares près de 200 tonnes de produits vivrières à savoir arachides, haricots rouges et courges. Dans les trois villages Adamou-Lagué, CFA et Gbalamo, situés à 15 km au nord de Bouar, les bénéficiaires ont reçu un transfert de 30 000 FCFA qui leur a permis d'acheter des outils aratoires et des semences de leur choix.

La campagne vivrière 2018-2019 a été un succès dans les localités ciblées. Les bénéficiaires se sont réjouis de meilleurs rendements après la récolte. Les produits récoltés leur ont permis non seulement de nourrir leurs familles mais également d'avoir des revenus grâce à la vente de surplus. « La vente des arachides m'a permis de reconstruire ma maison tombée en ruine lorsque nous avons fui le village. Une autre partie de ces récoltes m'ont servi à relancer les activités agricoles », a témoigné Détoua Jeanne, une veuve cheffe de ménage dans la commune de Niem.

En marge des activités de relance agricole, Le Samaritain a appuyé 60 jeunes à travers d'autres activités génératrices de revenus (AGR) dans la commune de Niem Yéléwa. Les bénéficiaires ont été formés dans les domaines de saponification, fromagerie, couture et la création et gestion des AGR. Deux formations de cinq jours pour la filière gestion des affaires se sont déroulées en février et mars 2019, et les bénéficiaires de la filière saponification ont appris à fabriquer leurs propres savons durant un cours théorique et pratique de quatre jours en mars 2019.

« A la fin de ces formations, les bénéficiaires se sentaient grandis et confiants à travers la pratique qu'ils ont eu à expérimenter et ceux-ci ont capitalisé les acquis de cette session en étant déjà opérationnels », a rassuré le coordonnateur de l'association Le Samaritain, Aimé Kegba.

L'association Le Samaritain est une organisation locale créée en 2016 à Bimbo. Elle intervient dans le domaine de la sécurité alimentaire, la protection et l'alphabétisation. Son

siège social se trouve à Bouar dans la Préfecture de la Nana-Mambéré. Pour plus d'informations, veuillez contacter Le Samaritain: Téléphone (+236) 72 05 15 45, Email: lsamaritain.bouar@gmail.com

Success story: Réunir des famille séparées suite aux conflits

De 2015 à 2019, les villes de Kémbé et Dimbi dans la Préfecture de la Basse-Kotto ont été le théâtre d'affrontements entre des groupes armés. Ces conflits ont entraîné le déplacement massif de la population – plus de la moitié de la population a fui vers les villes voisines. En quête de sécurité et dans la tourmente des événements, certains enfants ont été séparés de leurs parents ou d'autres membres de leurs familles et se trouvaient privés de soins et de la protection de leurs proches au moment où ils en avaient le plus besoin. Avec le financement du Fonds humanitaire de la République centrafricaine (FH RCA), l'ONG Espérance a pu réunir 38 enfants séparés avec leurs familles et a aidé les enfants victimes de ces conflits à surmonter leur traumatisme.

Agé de 13 ans, non scolarisé et sous le toit d'une femme généreuse qu'il appelle tantine, Cédric était tout de même désespéré et troublé lorsqu'il a été identifié par les agents psycho-sociaux de l'ONG Espérance du fait qu'il est sans nouvelle de ses parents biologiques depuis sa fuite. Ces derniers ont lancé des recherches après avoir pris connaissance de l'histoire de Cédric. Après un mois et demi d'efforts considérables investis dans la recherche, les agents de l'organisation humanitaire ont finalement retrouvé les parents de Cédric au village Bissango dans la Préfecture de Mbomou, à plus de 20 kilomètres de sa ville d'origine, à travers le message adressé au chef dudit village.



@Espérance. Des enfants séparés attendent avec impatience d'être réunifiés avec leurs parents à Kémbé, Préfecture de la Basse-Kotto.

avec leurs parents et leur a apporté un soutien psychologique et matériel tels que des kits de couchage (composés d'une natte, un sac pour les habits, une moustiquaire et un drap), du savon et des aliments comme du riz, du sel, de l'huile et du sucre, ainsi qu'une somme de 30 000 FCFA.

Séparés de leurs parents biologiques pendant trois ans pour certains et un an pour d'autres, ces enfants ont été affectés physiquement et psychologiquement par les conflits. Ils présentaient un traumatisme aigu, car ils étaient témoins de nombreuses atrocités commises pendant les affrontements des groupes armés. Grâce à l'ONG Espérance, ils ont bénéficié du soutien psychosocial à travers les agents spécialisés de l'ONG. Ce soutien a commencé dès la phase de leur identification comme enfant séparé et a continué pendant le placement en famille d'accueil temporaire jusqu'à la réunification finale. Une vingtaine de familles d'accueil ont été constituées et formées pour s'occuper des enfants en attente de réunification.

Le financement du FH RCA a permis à l'ONG Espérance d'apporter une assistance vitale aux 158 filles et garçons de Kémbé et Dimbi séparés de leurs familles. 38 enfants non-

C'était avec une grande joie que l'enfant a été accueilli par ses parents. Des scènes d'émotions et de liesse se dessinaient sur le visage de tous les membres de la famille. Le mot merci pour cette assistance est revenu plusieurs fois au bout des lèvres des parents de Cédric qui n'ont jamais cru un jour retrouver leur enfant en vie.

L'histoire de Cédric est similaire à celle de quatre autres enfants, âgés de 11 à 13 ans, qui ont également été séparés de leurs familles suite aux incursions des groupes armés à Kémbé et Dimbi. L'ONG Espérance, à travers ses activités de protection, a pu les réunir

accompagnés ont été réunifiés avec leurs parents et 120 enfants séparés de leurs parents mais vivant avec d'autres membres de leur famille ont été appuyés directement au sein de la famille. L'ONG a en outre assisté les enfants des familles particulièrement vulnérables à obtenir des actes de naissance qu'ils avaient perdus pendant le déplacement. Ces documents sont cruciaux pour accéder à l'éducation, des services de santé et à la sécurité sociale.

La voix du Pangolin*



@OCHA/Mattia Villa

Les humanitaires facilitent la reprise des cours avec la mise à disposition des lavemains, du savon et des cache-nez, tout en sensibilisant les enfants de tous les âges aux gestes barrières contre le coronavirus.

A humanitaire a yéké mou maboko na kiringo na da mbéti, légué ti kangbingo a gbakourou ti soukoulango maboko nga na a kanga hon, nga na tongo mbéla na a moléngué ti bata a ndia so a kanga légué na kobéla ti coronavirus.

Respecter les mesures barrières et la distanciation physique est essentiel à la réouverture des écoles. Nous portons des cache-nez, nous lavons nos mains, nous gardons la distance et évitons des rassemblements.

Kpoéngo a ndia so a kanga légué na kobéla ti coronavirus nga na zia brassi na popo ti a zo a yéké nzoni téné ti kiringo na da mbéti. E soukoula maboko ti é na savon, é you kanga hon, é zia brassi na popo ti é, nga é kpé ndo so a zo a yéké da mingui.

Il est important que les élèves reprennent les cours et passent leurs examens afin de pouvoir aborder l'année scolaire suivante.

A yéké nzoni a oua mandoko mbéti a kiri na da lakoro, ti sou a kizama, si ala lingbi ti to nda ti fini mandango mbéti na ngou ti péko.

Réouverture des écoles en toute précaution

Les établissements de l'enseignement ont graduellement commencé à réouvrir à partir de la mi-juillet. Pendant plus de trois mois, les écoles en Centrafrique ont été fermées suite à la décision du gouvernement de suspendre les classes le 27 mars en raison des mesures de prévention et de lutte contre la COVID-19. Pourtant, la pandémie continue de sévir au sein des communautés en RCA. Pour cette raison, il est particulièrement important de maintenir les efforts de prévention, notamment en observant les gestes barrières.

* Créature typique de la RCA, le pangolin est l'animal le plus menacé au monde par le braconnage et le commerce illégal. En vertu de sa position désavantagée, cette rubrique vise à l'ériger en tant qu'un symbole de la voix des populations les plus menacées en RCA, en expliquant leurs vulnérabilités à travers des représentations visuelles faciles à comprendre et en même temps qui font réfléchir.

En bref

Formations des Forces armées sur des principes humanitaires à Obo, Haut-Mbomou

La ville d'Obo, située dans une zone enclavée de la région du sud-est de la Centrafrique, a été le théâtre de plusieurs affrontements entre un groupe armé et les Forces armées centrafricaines (FACA) depuis fin mai. La situation sécuritaire à Obo, déjà fragile avant la crise de mai, a aggravé et déclenché le déplacement de près de 4 000 personnes dont beaucoup de femmes et d'enfants vers l'église catholique et vers les villes de Zémio, Mboki et même jusqu' à Rafaï, à plus de 350 km d'Obo. Un nombre important d'incidents de protection et un climat de peur ont été observés, notamment l'assassinat d'une personne âgée, des menaces de mort, des arrestations arbitraires, des cas de violences basées sur le genre et des pillages des maisons. Entre le 20 mai et le 10 juin 2020, 51 violations des droits humains contre la population ont été enregistrés dont plus de 40% ont été attribués aux forces armées. Des violations du caractère civil et humanitaire du site de personnes déplacées à l'église catholique ont été également rapportées. Devant les multiples cas de violations des droits humains, OCHA a organisé le 8 juillet 2020 une séance de formation à l'intention de 16 officiers et sous-officiers des FACA basés à Obo sur les principes humanitaires, la coordination civilo-militaire humanitaire et la protection des civils dans les conflits. L'objectif de cette formation était d'assurer une liaison régulière entre les acteurs humanitaires et les forces armées sur les questions se rapportant au respect des principes humanitaires, la protection des civils, l'accès humanitaire et la sécurité.

Neuf millions de dollars américains débloqués dans le cadre de la troisième allocation du Fonds humanitaire de la RCA

Grâce aux contributions généreuses des donateurs, la Coordinatrice humanitaire a alloué neuf millions de dollars du Fonds humanitaire de la RCA (FH RCA) pour la mise en œuvre de 31 projets d'urgence pour soutenir la réponse sectorielle et multisectorielle en faveur des personnes les plus vulnérables, notamment des personnes déplacées sur des sites et dans des familles d'accueil. Ce financement d'urgence servira également à assurer la mise à disposition d'un hélicoptère par l'intermédiaire du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) pour acheminer des cargos essentiels dans les zones difficiles d'accès. Par ailleurs, l'hélicoptère assurera les évacuations médicales du personnel humanitaire dans le pays. Cette nouvelle allocation soutiendra également la coordination de l'assistance humanitaire grâce au financement de la conduite des évaluations multisectorielles des besoins qui serviront à l'élaboration de l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) pour 2021 et des postes de co-facilitateurs des Clusters.

Avec cette troisième allocation de réserve, le FH RCA a alloué 21,9 millions depuis le début de l'année 2020 pour soutenir les efforts de la communauté humanitaire pour répondre aux besoins les plus critiques en lien avec les priorités identifiées dans le Plan de réponse humanitaire 2020. Ces fonds auront permis de financer 67 projets d'urgence avec des activités ciblant les secteurs de la santé; l'eau, assainissement et hygiène; la coordination et la gestion des camps; les abris et les articles non alimentaires; la nutrition; la sécurité alimentaire; la protection et la logistique.

Le saviez-vous ?

Entre janvier et juin 2020, 362 000 personnes ont été assistées en transferts monétaires à travers la RCA, une augmentation de 15% par rapport à la même période en 2019. Presque un tiers de cette assistance fut mobilisée dans le cadre de la riposte COVID-19, avec 99 000 bénéficiaires. En tout, 8,5 millions de dollars américains ont été transférés, dont une majorité pour la réponse d'urgence. Au second semestre de l'année, la communauté humanitaire reste déterminée à augmenter la proportion des transferts monétaires dans l'assistance pour répondre à la demande des communautés et contribuer à la revitalisation des marchés. Conduites auprès de plus de 2 000 personnes entre février et mars, les enquêtes de perception de l'ONG Ground Truth Solutions ont démontré que les personnes bénéficiaires d'assistance monétaire sont davantage satisfaites que celles recevant une assistance en nature ou service, notamment de la couverture de leurs besoins essentiels et de l'amélioration de leurs conditions de vie. Veuillez télécharger l'aperçu sur l'assistance en transferts monétaires janvier-juin 2020 sur: https://bit.ly/Cash_jan-juin2020

Humanitarian Response

KEY FIGURES



263K

people assisted



Voucher
201K
people



Cash Transfer
60K
people



Electronic Transfer
1.7K
people



\$6.2M

provided to affected people



Resilience
\$1.2M



Emergency Response
\$4.8M



Non Emergency Response
\$187K

COVID 19

KEY FIGURES



99K

people assisted

Cash Transfer
44K
people

Electronic Transfer
55K
people



\$2.3M

provided to affected people

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

François Batingaya, Chef de Bureau, francois.batingaya@un.org, Tel. (+236) 70 60 10 66

Maxime Nama, Chargé de l'Information Publique, namacirhibuka@un.org, Tel. (+236) 70 12 24 43

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes: www.unocha.org/car | www.unocha.org